



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 24/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEPR

2539 route de Sorgues
BP 30040 - CS40031 -
84130 Le Pontet

Références : D-0646-2025
Code AIOT : 0006400499

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement SEPR implanté 2539, route de Sorgues 84131 Le Pontet. L'inspection a été annoncée le 03/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEPR
- 2539, route de Sorgues 84131 Le Pontet
- Code AIOT : 0006400499
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Européenne de Produits Réfractaires (SEPR) est une filiale à 100% du groupe Saint Gobain spécialisée dans la fabrication de produits réfractaires entrants dans la composition de fours industriels. SEPR fabrique des réfractaires électrofondus ainsi que des céramiques (billes, grains et poudres) pour les business de SEFPRO / ZIRPRO et PCR (branche matériaux céramiques du groupe Saint-Gobain)

Le site comprend 7 fours de process dont les températures varient entre 1800 et 2 400 °C.

Il emploie environ 400 salariés.

Contexte de l'inspection :

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une opération de contrôle menée en septembre 2025 sur l'ensemble de la région Provence-Alpes Côte d'Azur par l'Inspection des Installations Classées et concerne la gestion du risque légionelle associé à l'exploitation des tours aéroréfrigérantes. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect de certaines prescriptions réglementaires applicables à ce type d'installations et de rappeler aux industriels les enjeux sanitaires liés à leur exploitation.

Thèmes de l'inspection :

- Biocides
- Légionelles/ prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Informations générales du site	courrier du 17/07/2025	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 a)	Demande d'action corrective	1 mois
4	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-2 e)	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Implantation, aménagement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.5	Sans objet
5	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 1)	Sans objet
6	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 2)	Sans objet
7	Produits Chimiques	Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article Art, 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant connaît les risques associés à ses TAR. Le suivi des analyses réglementaires associés est bien réalisé, notamment par un contrat de gestion des TAR avec Véolia Water Technologie Solution. Tout dépassement de seuil "légionelles" est suivi selon une procédure conforme à la réglementation.

Par contre, les AMR doivent être complétées des schémas de fonctionnement disponibles.
Par ailleurs, une vérification par l'exploitant de la puissance de chaque TAR est requise et il doit téléverser sous GIDAF les bulletins d'analyses de concentration en Légionnelles de 2024 et de l'année en cours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Informations générales du site

Référence réglementaire : courrier du 17/07/2025																												
Thème(s) : Situation administrative, Informations générales de l'installation																												
Prescription contrôlée : La situation administrative de l'installation relevant de la rubrique 2921																												
Constats : Le n° de SIRET et les contacts administratifs ont été contrôlés en séance (constat de 3 contacts erronés). Puis, post-inspection, les 3 contacts relevés ont été mis à jour sur l'outil GUNenv, le 18/09/2025 (le n° de SIRET est correct). Les coordonnées XY de l'établissement sont justes dans GUNenv et GIDAF. L'exploitant doit mettre à jour le numéro d'agence dans l'encart "Identité de l'établissement" sur GIDAF. L'établissement dispose bien de 5 TAR (une pour chaque four) en fonctionnement. Ces 5 TAR sont identifiés sou GIDAF avec les analyses mensuelles réalisées. Concernant la puissance de chaque TAR et la somme des puissances enregistrées sous GUN et dans son arrêté préfectoral, une incohérence a été décelée comme suit:																												
<table border="1"><thead><tr><th>Noms TAR</th><th>Puissances sur GIDAF</th><th>Puissance dans APC du 02/05/2016 et sous GUNenv</th><th>Puissances du dossier technique de l'exploitant délivrées en séance</th></tr></thead><tbody><tr><td>F23</td><td>1365 kW</td><td></td><td>1365 kW</td></tr><tr><td>F24</td><td>1365 kW</td><td></td><td>1365 kW</td></tr><tr><td>F3X</td><td>5814 kW</td><td></td><td>5808 kW</td></tr><tr><td>F52</td><td>2730 kW</td><td></td><td>3140 kW</td></tr><tr><td>F53</td><td>2903 kW</td><td></td><td>2903 kW</td></tr><tr><td>Totaux</td><td>14177 kW</td><td>11040 kW</td><td>14581 kW</td></tr></tbody></table>	Noms TAR	Puissances sur GIDAF	Puissance dans APC du 02/05/2016 et sous GUNenv	Puissances du dossier technique de l'exploitant délivrées en séance	F23	1365 kW		1365 kW	F24	1365 kW		1365 kW	F3X	5814 kW		5808 kW	F52	2730 kW		3140 kW	F53	2903 kW		2903 kW	Totaux	14177 kW	11040 kW	14581 kW
Noms TAR	Puissances sur GIDAF	Puissance dans APC du 02/05/2016 et sous GUNenv	Puissances du dossier technique de l'exploitant délivrées en séance																									
F23	1365 kW		1365 kW																									
F24	1365 kW		1365 kW																									
F3X	5814 kW		5808 kW																									
F52	2730 kW		3140 kW																									
F53	2903 kW		2903 kW																									
Totaux	14177 kW	11040 kW	14581 kW																									
L'exploitant doit vérifier les puissances de ses TAR et informer l'inspection en conséquence. Toutefois quelle que soit la puissance vérifiée, l'exploitant est bien soumis à la rubrique 2921-1b (E) conformément aux renseignements sur GUNenv qui précise un état technique "exploité" dans GUN.																												
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :																												

L'exploitant doit: <ul style="list-style-type: none"> mettre à jour sur GIDAF le numéro d'agence dans l'encart "Identité de l'établissement". vérifier les puissances de ses TAR et informer l'inspection en conséquence.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Implantation, aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.5				
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'implantation				
Prescription contrôlée : a) [...] ; b) L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé.				
Constats : Sur le terrain, chaque TAR a été géolocalisée avec l'exploitant comme suit (conversion en Lambert 93 réalisée post-inspection):				
Noms des TAR	Coordonnées GPS	Y en Lambert 93	Coordonnées GPS	X en Lambert 93
F3X	43°59'15.5"N	6322709,25	4°51'21.2"E	848872,36
F53	43°59'17.0"N	6322754,38	4°51'19.0"E	848822,26
F52	43°59'16.8"N	6322747,58	4°51'17.8"E	848795,67
F23	43°59'14.8"N	6322694,73	4°51'34.7"E	849173,62
F24	43°59'15.0"N	6322702,47	4°51'37.7"E	849240,31
Les TAR inspectées sont implantées à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé. Avant l'inspection, l'inspecteur a pu constater que les coordonnées Lambert 93 (X,Y) de chaque TAR sont renseignées dans le cadre GIDAF de l'exploitant.				
Type de suites proposées : Sans suite				

N° 3 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 a)
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses Méthodiques des Risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. [...]</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; - les points critiques liés à la conception de l'installation ; - [...] ; - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, [...] <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué. [...]</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ; - [...]. <p>En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> <p>Constats :</p> <p>Par courriel du 12/09/2025, l'exploitant a transmis les AMR de chaque TAR datées du 10/12/2024. En inspection, l'AMR de la TAR F23 a été détaillée:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il s'avère que l'AMR de la TAR F23 ne mentionne pas la description de l'installation et son schéma de principe. Toutefois, l'exploitant dispose de ces éléments dans un autre document qui a été présentée en séance avec un schéma pour chaque TAR (ce document est un programme par four qui a été transmis lors de l'appel d'offre pour le marché d'entretien des TAR en date du 23/06/2023). • La liste des points critiques est détaillée dans un tableau final de chaque AMR (cotation et objectif de réduction avec planning de réalisation). • Les bras morts sont identifiés telles que la pompe de secours qui est régulièrement mise en route pour essai ou lors d'opération de purge. L'exploitant précise qu'il n'y a pas de bras morts au sens strict du terme. • Les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, [...] sont identifiées par l'exploitant : un réseau d'eau spécifique pour l'alimentation des TAR est maillé via 7 puits.

<ul style="list-style-type: none"> La qualité de l'eau est évaluée chaque semaine par : <ul style="list-style-type: none"> une mesure ATP (mesure bactériologique), le lundi généralement, une mesure PCR (spécifique pour détecter la légionelle), le jeudi généralement.
<p>L'exploitant est conscient du risque légionelle et met en œuvre des actions pour limiter ou corriger ce risque (ex: traitement choc à la javel par exemple, contrat d'entretien des TAR par Véolia Water Technologies Solution).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter ses 5 AMR avec la description des installations et leur schéma de principe. L'exploitant doit définir plus précisément ce qu'il entend par le terme « bras morts » dans son AMR.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Surveillance de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-2 e)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats à l'IIC</p>
<p>Prescription contrôlée : Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.</p>
<p>Constats : Avant inspection, une vérification de la transmission mensuelle des résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sur GIDAF a été réalisée pour 2024 et l'année en cours. L'exploitant est donc bien informé de la télédéclaration GIDAF. En séance, l'exploitant précise qu'il télédéclare mensuellement dès qu'il dispose des résultats pour les 5 TAR. Par contre, il a été constaté sur GIDAF qu'il ne téléverse pas les rapports d'analyses complets en pdf. L'exploitant ne savait pas qu'il pouvait le faire. Il va donc téléverser pour l'année en cours et 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit téléverser ses bulletins d'analyses de 2024 et l'année en cours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Prévention des accidents et pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 1)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (105 UFC/L)</p>
<p>Prescription contrôlée : a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau". [...]. En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou</p>

les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité [...], et met en œuvre des actions curatives [...]. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...] Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté ;

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ;

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, [...];

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, [...].

Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I. [...]

[...]

Constats :

En séance l'exploitant précise que le seuil "légionelles" 10^5 UFC/L n'a déjà été dépassé sur les 2 dernières années (2024, 2025). Le contrôle des télédéclarations GIDAF, en amont de l'inspection, le confirment.

Par ailleurs, l'exploitant dispose bien d'une procédure de gestion des dépassements du seuil "légionelles" de 10^5 UFC/L. Cette procédure, transmise post-inspection par courriel du 18/09/2025, est un logigramme intitulé " LOGIGRAMME EN CAS DE CONTAMINATION *Legionella pneumophila* [L]" (Annexe 2 - DR HS 00 01 V4).

Cette procédure est conforme à l'article 26 II 1) de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 2)

Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (103 UFC/L)

Prescription contrôlée :

a) Cas de dépassement ponctuel :

[...], l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* [...].

b) Cas de dépassements multiples consécutifs :

Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles [...]

Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, [...], précisant la date des dérives et les concentrations en *Legionella pneumophila* correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives[...] met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.

La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.[...]

Constats :

L'exploitant rappelle que 3 dépassements consécutifs >1000 UFC/L mais inférieurs à 10^5 UFC/L ont lieu en février 2023 sur la TAR F52. Cet incident a fait l'objet d'un point particulier lors de l'inspection du 05/06/2023 (rapport référencé D-00430-2023).

Entre 2024 et 2025, l'exploitant a eu 2 dépassements de 10^3 UFC/L (et inférieur à 10^5 UFC/L) :

- le 08/01/2024 sur la TAR F52. Sur GIDAF (vérification en amont de l'inspection), le commentaire suivant a été écrit : "un choc à la javel a été effectué et un nouveau prélèvement a été fait le 31/01. actuellement en attente des résultats". L'inspection a interrogé l'exploitant sur le résultat de la 2ème analyse et sur l'absence de déclaration sur GIDAF de la 2ème mesure. L'exploitant a confirmé en séance que cette deuxième analyse était conforme et il a expliqué qu'il ne pouvait pas rajouter des lignes pour une même TAR lorsqu'il y a plusieurs analyses de réaliser dans le mois. Il ne serait apparemment pas possible de déposer une contre-analyse sans "écraser" l'analyse précédente. Il a donc fait le choix de déclarer sur GIDAF les premières analyses du mois réalisées par TAR.
- le 24/10/2024 sur la TAR F3X (résultat de 96 000 UFC/L mais dépassement inférieur à 10^5 UFC/L). Ce dépassement n'est pas mentionné sur GIDAF pour la raison exposée ci-avant. L'exploitant a transmis, post-inspection cette information par courriel du 18/09/2025. Ce dépassement a été décelé lors des contrôles hebdomadaires. Les causes identifiées étaient :
 - source de contamination suite à l'essai des pompes secours lors des changements de buse réalisés les 7, 14 et 28 octobre 2024,
 - pluies importantes avec débordement du Rhône les 15 et 16 octobre 2024 (eau d'appoint susceptible de contenir de la légionelle).

Pour ce dernier incident, les actions suivantes ont été immédiatement réalisées :

- Lundi 4 novembre (date des résultats du prélèvement du 24/10/2024) :
 - balisage zone
 - informations aux équipiers
 - port du masque FFP3 si travail dans la zone
 - analyse PCR

- augmentation des consignes de chlore libre de 0,6 ppm à 1,5 ppm et d'anticorrosion (ECOFILM) de 100 à 180 ppm
- Mardi 5 novembre 2024:
 - choc NX1164
 - par mesure de précaution choc de la TAR F52 (propagation par brouillard par temps bas)
 - analyse PCR journalière sur le four 3X pour voir l'efficacité du traitement jusqu'à retour de résultats d'analyses par culture <1 000 UFC/L (analyse PCR du 04/11/25 à 15 000 UG/L, analyse PCR du 05/11/2024 inférieure 1 200 UG/L, analyse PCR du 07/11/25 à 1 800 UG/L et analyse PCR et NFT du **08/11/2024 respectivement à 1 500 UG/L et à inférieur à 100 UFC/L**)

Concernant l'impossibilité de déposer plusieurs analyses sur GIDAF, l'inspectrice a informé post-inspection le référent pour corriger cette anomalie ou préciser la procédure.

Par ailleurs, l'exploitant dispose bien d'une procédure de gestion des dépassements du seuil "légionelles" de 10^3 UFC/L. Cette procédure, transmise post-inspection par courriel du 18/09/2025, est un logigramme intitulé " LOGIGRAMME EN CAS DE CONTAMINATION Legionella pneumophila [L]" (Annexe 2 - DR HS 00 01 V4).

Cette procédure est conforme à l'article 26 II 2) de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Produits Chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article Art, 10

Thème(s) : Risques chroniques, Produits Chimiques

Prescription contrôlée :

L'étiquette d'un produit biocide doit porter de manière lisible et indélébile les indications suivantes rédigées en français :

- a) L'identité de toute substance active biocide contenue dans le produit et sa concentration en unités métriques ; [...]
- d) Les utilisations autorisées du produit biocide ;
- e) Les instructions d'emploi et la dose à appliquer pour chaque usage autorisé, exprimée en unités métriques ; [...]
- h) Des instructions pour l'élimination en toute sécurité du produit biocide et de son emballage, comportant le cas échéant une interdiction de réutiliser l'emballage ; [...]
- l) Des indications concernant les mesures de précaution à prendre pendant l'utilisation, le stockage et le transport ;[....]

Les indications requises aux points a, b, d et, le cas échéant, g et m, doivent figurer sur l'étiquette du produit. Les indications requises aux points c, e, f, h, i, j, k, l et ne peuvent figurer sur un autre endroit de l'emballage ou faire l'objet d'une notice explicative qui accompagne l'emballage et en fait partie intégrante.

Constats :

Les biocides utilisés pour chaque TAR sont SPECTRUS TD1100E (non oxydant) et la javel (oxydant). Sur le terrain, des photos ont été prises pour vérifier l'étiquetage des biocides pour les 5 TAR. Les étiquettes sont incomplètes. Par exemple, il n'est pas mentionné :

- la concentration en unité métrique de la substance active biocide contenue dans le produit pour les bidons de SPECTRUS TD1100E,
- les utilisations autorisées du biocide pour le bidon de javel de la TAR F23,

Le prestataire de suivi des TAR, Véolia Water Technologie Solution, précise qu'il fabrique lui-même

les biocides. Il dispose des FDS et des FDS simplifiées (non contrôlées en inspection par manque de temps) mais il ne dispose pas des notices. Il se renseignera auprès de son fournisseur interne.

Post-inspection, par sondage, il n'a pas été vu la mention "produit naturel" sur le bidon de SPECTRUS TD1100E de la TAR F3X ni sur le bidon de javel de la TAR F23.

Toutefois, les non-conformités ne sont pas de la responsabilité de l'exploitant mais du fournisseur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Ces non-conformités n'incombent pas à l'exploitant.

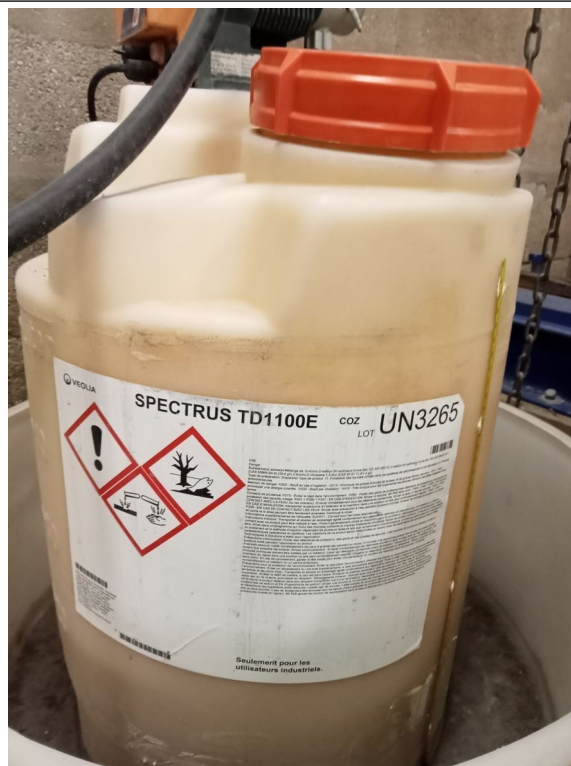
L'inspection informera le distributeur de la non-conformité et vérifiera si ces mentions figurent sur une notice qui accompagne le produit comme le permettent les dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 19/05/2004.

Type de suites proposées : Sans suite

Planche photographique
Visite d'inspection SEPR_Le Pontet du 16/09/2025



TAR F3X



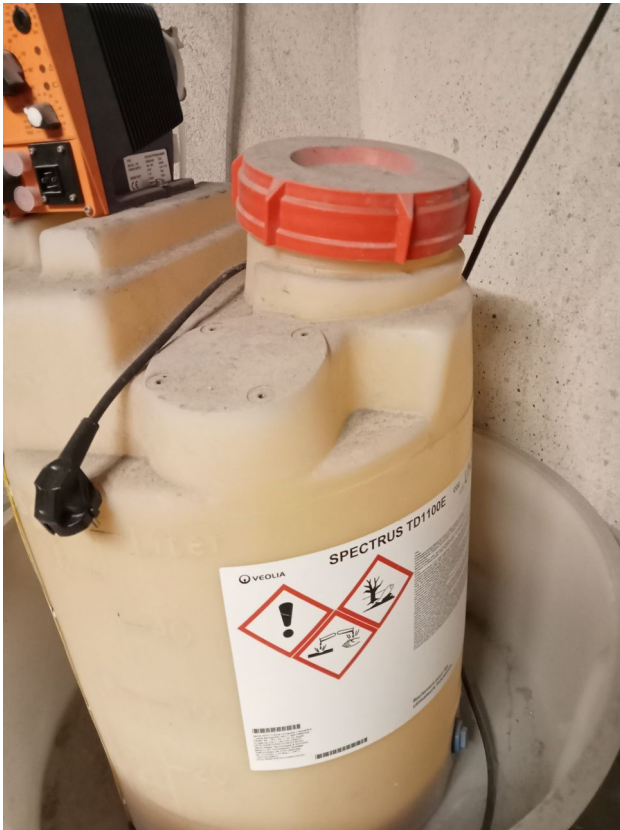
Biocide SPECTRUS TD1100E (TAR F3X)



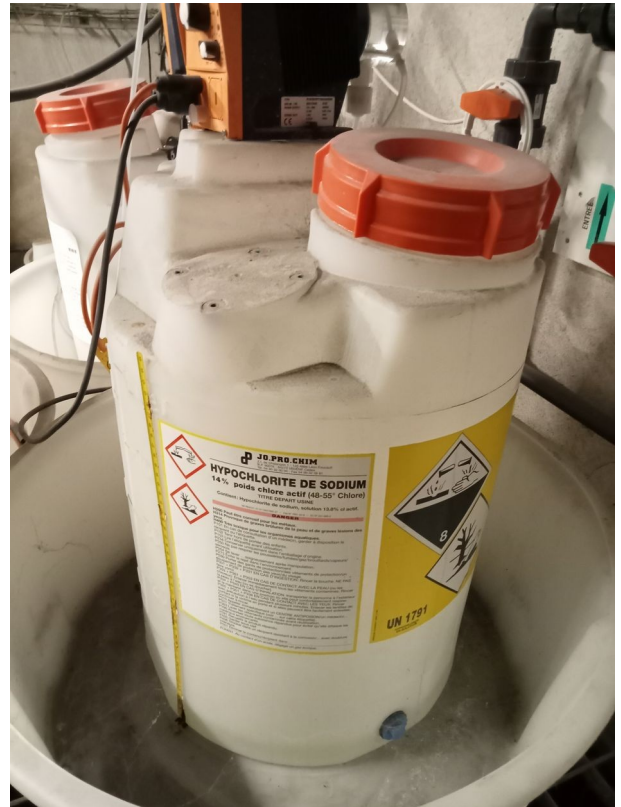
Biocide EAU DE JAVEL (TAR F3X)



TAR F23



Biocide SPECTRUS TD1100E (TAR F23)



Biocide EAU DE JAVEL (TAR F23)



Biocide EAU DE JAVEL (TAR F23) - Zoom 1



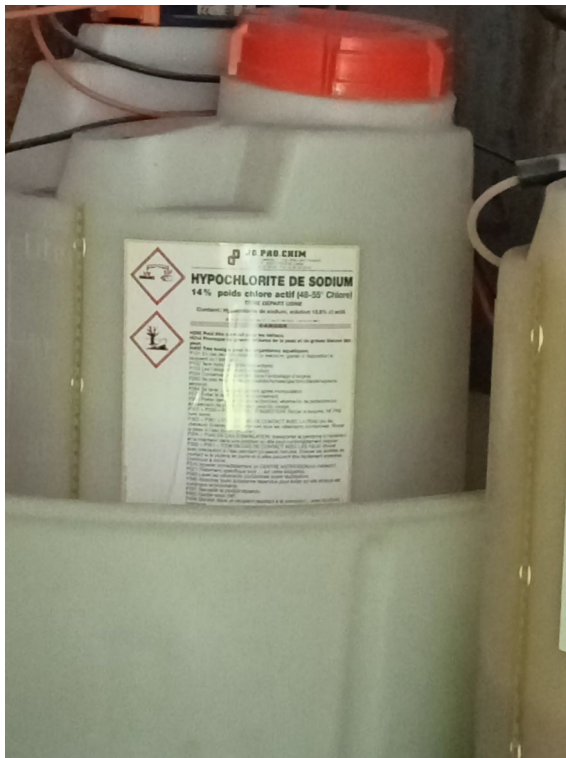
Biocide EAU DE JAVEL (TAR F23) - Zoom 2



TAR F24



Biocide SPECTRUS TD1100E (TAR F24)



Biocide EAU DE JAVEL (TAR F24)



TAR F52



Biocide SPECTRUS TD1100E (TAR F52)



TAR F53



Biocide SPECTRUS TD1100E (TAR F53)



Biocide EAU DE JAVEL (TAR F53)